



Alors que l'Allemagne prend la présidence de l'Union européenne, les attentes sont particulièrement élevées

01/07/2020



Le CESE est prêt à associer ses forces à celles de la présidence allemande pour contribuer à la sortie de crise et rendre l'Europe plus forte

Le 1^{er} juillet, l'Allemagne prend le relais de la Croatie à la tête du Conseil de l'UE, pour ce qui sera probablement la présidence la plus difficile qu'elle ait connue, alors même que l'Europe se trouve confrontée à la plus grave crise économique, sociale et sanitaire de son histoire récente.

Alors que l'Europe et le reste du monde continuent de lutter contre la pandémie de COVID-19, qui, au cours du premier semestre de 2020, a mis à terre les économies et les sociétés, réduisant au chômage des millions de travailleurs, provoquant une chute spectaculaire du PIB et précipitant les systèmes sanitaires au bord de l'effondrement, cette 13^e présidence allemande depuis la signature des traités de Rome en 1957, n'aura pas la tâche facile dans les six mois qui viennent.

Les attentes sont élevées vis-à-vis de l'Allemagne, dont on attend qu'elle sorte le continent de la crise. Le pays a déjà annoncé que les premières priorités de son programme seraient la lutte contre la pandémie de COVID-19, la conception de la relance économique européenne, ainsi que le renforcement de la cohésion sociale de l'Europe.

Il faudrait également que l'Allemagne parvienne à un certain nombre d'avancées pour des questions aussi pressantes que les négociations sur le cadre financier pluriannuel, la protection du climat et le pacte vert pour l'Europe, la transformation numérique, l'état de droit et le rôle de l'Europe dans le monde. C'est également au cours de ce mandat allemand que la relation future de l'Union européenne avec le Royaume-Uni devrait être fixée.

En conséquence de ses priorités, et en vertu de son engagement en faveur de la solidarité européenne et du renforcement des valeurs communes, la présidence allemande a pris pour devise «Tous ensemble pour relancer l'Europe». Son programme repose sur les principes directeurs suivants:

- surmonter les conséquences de la crise du coronavirus à long terme, et le redressement économique et social;
- une Europe plus forte et plus innovante;
- une Europe juste;
- une Europe durable;
- une Europe sûre et avec des valeurs communes;
- une Europe forte sur la scène internationale.

Le CESE est résolu à contribuer aux travaux de la présidence allemande et à exprimer les vues de la société civile européenne dans cette période qui apparaît comme l'une des plus périlleuses et des plus cruciales pour l'Europe et son avenir.

"Le CESE est prêt à mettre ses forces à contribution pour orienter et appliquer le plan de relance européen de nouvelle génération, lequel doit nous permettre de sortir de cette crise dévastatrice tout en renforçant le projet européen. Nous partageons l'ambition affichée par la présidence allemande d'une Europe qui, à la fois, nous soigne et nous protège, en relançant l'idée d'une Europe solidaire, entrepreneuriale et durable au service d'une nouvelle renaissance", a déclaré **Luca Jahier**, président du CESE.

Dans plusieurs domaines, le CESE travaillera main dans la main avec la présidence allemande, et il a déjà été invité à élaborer un certain nombre d'avis sur des thèmes tels que l'économie des plateformes, les chaînes d'approvisionnement durables et le travail décent dans le commerce international, les entreprises sociales à but non lucratif et leur potentiel pour une Europe socialement équitable, ou encore la numérisation et la durabilité, pour n'en citer que quelques uns.

Le CESE prendra également une part active et importante à la conférence sur l'avenir de l'Europe, une initiative lancée par la France et l'Allemagne, qui vise à faire participer tous les citoyens et les organisations de la société civile aux débats sur les objectifs à long terme de l'Union. Celle-ci devrait contribuer à renforcer le projet européen et à donner une orientation ferme à l'avenir de l'Europe. La présidence allemande a indiqué qu'elle veillerait à ce que la conférence s'appuie aussi sur les leçons à tirer de la crise de la COVID-19. Initialement prévu pour la Journée de l'Europe 2020 durant la présidence croate, le lancement de la

conférence a été retardé à cause de la pandémie. Dans sa dernière position, le Conseil a indiqué qu'il devrait avoir lieu dès que les conditions épidémiologiques le permettront.